

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
Roubaix : 45-47, Grande Rue, Tél. 271.30 et 271.31.
Tourcoing : 2, rue Carnot, Tél. 37.
Lille : 3, rue Falckenberg, Tél. 22.51.
Paris : 22, boulevard Beaumarchais, Tél. Provence 77.85.
Mousscron : 105, rue de la Croix, Tél. 5.64.

ADRESSES DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Edouard Reboux

OUTRE-OCÉAN

FEUILLES ET BOURGEONS

par **Paul MORAND**

Trois grandes revues américaines, Fortune, Tide et le Christian Science Monitor, viennent d'enquêter successivement sur les tendances actuelles et sur les perfectibilités éventuelles de la presse. Cette enquête mérite quelques réflexions. Elle comporte des conclusions qui peuvent intéresser l'Europe ou du moins ce petit coin d'Europe qui essaye de maintenir debout la tradition chancelante du journalisme d'opinion.

Ce que l'enquête révèle d'abord, c'est que la presse indépendante et libérale fait une maladie grave, qui finira peut-être par sa mort. Disparition des petits « éditeurs », des propriétaires-directeurs, des journalistes-patrons, dont Mark Twain, Théodore Dreiser, Sinclair Lewis et certains films nous ont laissés d'inoubliables portraits. Echappés à nouvelles, mares aux canards, boutiques de polémique locale où l'éditeur à visage vert rédige lui-même jusqu'à l'aube la chronique, souvent scandaleuse, de Babitt et toutes les rubriques. Aujourd'hui, les quotidiens américains sont devenus des gratte-ciel avalant des mississipi de capitaux et dégorgeant des niagara de papier imprimé, illustré, en couleurs; il faut être milliardaire pour posséder un journal et il faut posséder un journal au moins, si l'on veut rester milliardaire.

L'enquête, après avoir posé ces prémisses, affirme cependant que la presse américaine a su garder son indépendance vis-à-vis de l'Etat et de la publicité. Soyons-en surpris, mais gardons-nous bien d'y contredire. André Siegfried, dans son tableau des Etats-Unis, s'y risqua, en des pages courageuses, et soulève de grandes colères: « Il n'est pas actuellement de pays où l'opinion publique soit plus implacablement travaillée et alignée. On ne lui laisse aucun répit... La grande presse, c'est notoire, ne vit que de sa publicité... Les puissances d'argent possèdent effectivement le moyen de pétrir à leur façon l'opinion publique, lui cachant ce qu'elle ne doit pas savoir, lui présentant sur chaque sujet l'attitude qu'on désire lui voir adopter, l'enfermant finalement dans un réseau dont elle ne peut se défaire et dont, à la longue, elle ne sent même plus la gêne... »

Une nouveauté et une agréable surprise pour les chroniqueurs d'Europe, c'est d'apprendre le rôle capital que joue aux Etats-Unis la chronique qui, sauf en période d'élections, tend à prendre désormais la place de l'éditorial. Dans un pays d'extrême conformisme moral, le chroniqueur reste le champion de l'esprit individuel et du goût original; son succès, qu'il doit au suffrage direct et quotidien du public, fait du chroniqueur yankee l'égal des plus célèbres speakers de la radio, tandis que la diffusion de ses articles par les agences de presse ou syndicates lui assure la fortune. Certaines chroniques de David Lawrence, de Frank Kent, de Walter Lippmann, héritiers d'Arthur Brisbane, qui fut le conseiller de Hearst et le journaliste le plus payé du monde, sont publiées le même jour dans cent cinquante quotidiens.

A la mémoire de l'abbé Lemire
Paris, 20 mars. — La Ligue française du Coût de Terre a fait célébré dimanche matin, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, une messe à la mémoire de son fondateur, l'abbé Lemire.

Cinq cents anciens combattants allemands en visite à Rome



Le roi VICTOR-EMMANUEL III, accompagné du duc de SAXE-COBOURG, passe en revue les anciens combattants allemands. (Ph. Fulgur.)

L'ATMOSPHÈRE EUROPÉENNE SE CALME PEU A PEU



Un régiment autrichien qui va tenir garnison à Munich, arrive dans la caserne où Hitler fut autrefois simple soldat avant de partir pour le front. (Ph. Franco-Press.)

M. Wilhelm Keppler est nommé commissaire du Reich en Autriche



M. WILHELM KEPPLER (Ph. N.Y.T.)

Berlin, 20 mars. — M. Wilhelm Keppler, collaborateur du maréchal Goering, a été nommé par le fûhrer-chancelier, secrétaire d'Etat, pour des tâches particulières au ministère des Affaires étrangères et commissaire du Reich pour l'Autriche, à Vienne.

Les jours dangereux qui suivirent l'Anschluss sont passés estime la presse dominicale anglaise

Londres, 20 mars. — Les deux grands organes de la presse du dimanche s'attachent à faire le point après la semaine agitée que vient de vivre l'Europe.

Scrutator, dans le « Sunday Times », constate d'abord que l'union de l'Allemagne et de l'Autriche est maintenant un fait reconnu et que ni l'Angleterre, ni aucune autre nation, n'a l'intention de contester. Il déclare que cette union devait, tôt ou tard, résulter « de traités de paix déraisonnables ».

Passant ensuite à la question technique, Scrutator, fidèle à la position qu'il a toujours défendue, écrit : « Nous, Anglais, nous n'avons pas d'alliance avec la Tchécoslovaquie. Nous ne sommes intéressés à son sort que par une contingence lointaine. Si, en effet, l'Allemagne battait la Tchécoslovaquie et ensuite envahissait la France, nous pourrions avoir à nous battre contre le Reich, sans le secours d'alliés à l'Est. Mais, aussi bien pour la France que pour nous, une guerre pour la défense de la Tchécoslovaquie serait une guerre défensive ».

« La grande différence entre la France et l'Angleterre est que, tandis que la première, à tort ou à raison, est persuadée que ses intérêts sont continuellement, les nôtres, très certainement, ne le sont pas. A la France de décider si elle aurait raison de se rencontrer avec les Allemands dès maintenant, au centre de l'Europe, ou, au contraire, de les attendre derrière la ligne Maginot ».

« Sa déclaration nous intéresse en ce sens que, si elle fait erreur et si elle est exacte, nous aurons probablement à aller l'aider, afin de la sauver des conséquences de son erreur ».

Et Scrutator, expliquant pourquoi il n'entend pas que la Grande-Bretagne s'expose pour la Tchécoslovaquie, en revient sur intérêts vitaux de la Grande-Bretagne, ceux pour la défense desquels les Anglais seraient disposés à se battre.

La Tchécoslovaquie, à son avis, n'en fait point partie, mais la liberté de circulation en Méditerranée en fait partie.

« Donc, si le général Franco accordait à l'Italie des avantages dangereux alors, mais seulement alors, il faudrait parler fort. De même, l'Allemagne ne commenterait à devenir dangereuse que le jour où elle atteindrait la mer à l'Est, menaçant de s'étendre vers l'Asie et de couper nos communications en Méditerranée ».

Dans l'« Observer », M. Garvin pousse un soupir de soulagement en estimant « que les jours dangereux qui ont suivi l'anschluss sont passés ».

« Ils ont été marqués, dit-il, par des questions sinistres au sujet de la Tchécoslovaquie et de l'Espagne. Mais la crise est finie et nous n'aurons pas la guerre ».

Cet optimisme amène M. Garvin à répondre à son compte les propres arguments de M. von Ribbentrop : « L'anschluss, c'est l'union d'une race; ce n'est pas l'agression d'une race contre une autre ».

Quant à la Tchécoslovaquie, M. Garvin ne veut pas entendre parler d'un engagement anglais en sa faveur.

L'UNION NATIONALE EN MARCHÉ

Aurons-nous bientôt un ministère présidé par M. Herriot ?

Sous le titre « Vers un ministère d'Union nationale présidé par M. Edouard Herriot ? », Marcel Hutin écrit dans l'« Epoque » :

« Jusqu'à ces derniers jours, M. Edouard Herriot s'est refusé à accepter la tâche de former un ministère d'Union nationale. Dans son discours de jeudi à la Chambre, M. Léon Blum a donné à entendre qu'il avait lui-même pensé à M. Edouard Herriot — il y a deux mois, lorsqu'il envisageait l'élargissement de la majorité — comme étant déjà qualifié pour former un ministère d'Union nationale ».

« Les événements ont marché. La question se pose de savoir dans combien de jours la France sera dotée d'un gouvernement répondant aux circonstances exceptionnelles ».

« A mon sens et d'après des informations concordantes, deux hommes d'Etat sont en vue : M. Edouard Herriot et M. Edouard Daladier. Dans les moments où la nécessité d'un gouvernement capable de réunir l'union s'impose le choix du ministre de la Défense nationale comme chef aurait une portée immense tant à l'intérieur qu'au dehors. Mais le président Daladier s'étant refusé, des démarches pressenties s'exercent sur le président de la Chambre, pour l'amener à prendre le pouvoir. M. Edouard Herriot est parti hier pour sa bonne ville de Lyon et sera de retour à Paris, mardi ».

« Appelé la semaine dernière par le président de la République, M. Herriot a conféré longuement avec M. Lebrun ».

« La grande question qui se pose de la participation des communistes à un »

ministère d'Union nationale demeure le grand point d'interrogation. Mais il n'est pas interdit de prédire que cette éventualité puisse disparaître du fait que les communistes se contenteront de soutenir un ministère d'Union comme ils soutiennent le cabinet de Front populaire actuel.

« Ma conclusion est nette : avant quinze jours nous aurons un cabinet d'Union nationale présidé par M. Edouard Herriot ».

M. Chautemps se défend d'avoir abandonné le pouvoir pour fuir ses responsabilités

Au contraire...

Blots, 20 mars. — Au cours d'une fête donnée à Soling, en Sologne, M. Chautemps a prononcé un discours où il a traité des questions de politique extérieure. Il a ensuite souligné la nécessité de l'union entre les Français, à l'heure où de sérieux périls menacent leur commune sécurité.

Il a déclaré notamment, qu'on avait prétendu que, connaissant l'imminence du putsch hitlérien sur l'Autriche, il avait abandonné, sans raisons valables, le pouvoir, pour éviter de lourdes responsabilités et il s'est élevé contre cette outrageante supposition, qui se heurte, à-t-il dit, aux faits établis.

La brusque décision du chancelier Schuschnigg de recourir à un plébiscite est, en effet, postérieure au Conseil de Cabinet au cours duquel M. Chautemps a résolu de démissionner et il ignorait la décision de M. Schuschnigg au moment où il remit sa démission.

(Lire la suite page 2.)

Affirmant connaître les dessous de l'assassinat de la petite Nicole Marescot un vagabond prétend faire des révélations à la police belge

Bruxelles, 20 mars. — Il y a quelques jours, un individu annonçait des révélations sur l'affaire de la petite Nicole Marescot, qui fut enlevée à Langres, par un inconnu et dont le cadavre fut retrouvé après de longs mois. (On sait que Bockay fut condamné à mort, comme auteur du crime.)

L'individu en question qui se nomme Warochot et qui est né à Wiesmes (Province de Namur), sortait de la prison de Saint-Gilles-les-Bruxelles, où il avait été enfermé pour vagabondage. Après avoir séjourné à La Fenne et à Mouscron, il se rendit à Namur et samedi matin, il arrivait à Charleroi. Il se présente dans les bureaux d'un journal de cette ville et il offre des révélations sensationnelles sur l'affaire Marescot.

La police judiciaire alertée, vint cueillir le vagabond, qui avait, d'autre part, manifesté l'intention de se rendre en France pour s'engager dans la légion étrangère.

Dans l'intervalle, Warochot avait le temps de déclarer que la petite Nicole Marescot n'était pas morte, et que le cadavre retrouvé n'était pas le sien.

Il donna même des précisions qui seront vérifiées, car la police de Charleroi les enregistra soigneusement. La police française sera très vraisemblablement saisie.

Il est, en tout cas certain que Warochot connaît tous les détails de l'affaire et l'on se demande, en Belgique, s'il n'y a pas été mêlé, d'une manière ou d'une autre.

Après le bombardement de Barcelone

Une note des gouvernements français et anglais aux autorités nationalistes espagnoles



Après un raid nationaliste, les habitants de Barcelone accourent sur les lieux où tombèrent les bombes. (Ph. Franco-Press.)

Londres, 20 mars. — Le gouvernement britannique, de concert avec le gouvernement français, a adressé aux autorités nationalistes espagnoles une note exprimant son horreur devant les bombardements de Barcelone et les déclarations contraires au droit des gens.

« Les renseignements recueillis sur les relations des deux inculpés orientent les recherches sur les agissements d'une jeune femme qui fréquentait les dancings de la Côte d'Azur et se faisait appeler Tatiana Vassiliev. Elle se nomme, en réalité, Yvonne Talbot et son mari est actuellement sous les drapeaux. Elle est l'amie d'un étudiant français, Amiran, qui habita successivement Montpellier, Toulouse et Paris. Tatiana recrutait pour lui des agents de renseignements et essayait d'obtenir des documents des milieux militaires. Elle fut arrêtée sur la Côte d'Azur et »

Journées printanières



Les premiers bourgeons n'ont pas attendu pour apparaître l'annonce officielle du printemps. (Ph. Franco-Press.)

Le Sacré-Cœur de Montmartre profile sa masse blanche derrière les arbres du square Saint-Pierre déjà tout fleuris.

Des jeunes gens voulaient vendre les plans de fortification de la frontière du Sud-Est

CINQ ARRESTATIONS

Toulouse, 20 mars. — Les commissaires de police chargés de la défense du territoire dans la région méridionale, viennent de découvrir une importante affaire d'espionnage ayant des ramifications dans tout le pays. Cinq arrestations ont été opérées à Groulhet, à Paris et à Bayonne.

Amiran à Paris, au quartier Latin. De nombreux documents ont été en outre saisis au domicile de l'étudiant.

Il y a quelque temps déjà, le service de défense du territoire apprenait qu'un jeune homme de Groulhet (Tarn), Jean Bastide, récemment libéré du service militaire, avait proposé à un agent d'une puissance étrangère, la vente d'un document intéressant la défense de la frontière du sud-est et le plan de mobilisation de cette région.

A la suite de cette opération, les policiers, après une longue surveillance, ont arrêté à Toulouse le nommé Jean Lambresat, âgé de 30 ans. Celui-ci effectua de nombreux voyages en Espagne par des sentiers de la montagne. Il se rendait aussi sur la Côte d'Azur et venait d'organiser des centres d'espionnage à Toulouse et à Montpellier, sous l'apparence d'une agence de prêts aux militaires.

L'enquête ne tarda pas à amener l'arrestation de Jean Bastide qui reconnut les faits et fit connaître que le plan en question était entre les mains d'un nommé Marcel Oustry, ancien secrétaire d'état-major d'une formation de la frontière du sud-est.

Effectivement ces dossiers furent trouvés au domicile de ce dernier dans deux volumineuses mallettes. Ils comprenaient 145 feuillets dactylographiés sur les plans de fortification de la frontière du sud-est, les emplacements des batteries anti-aériennes et des postes de radio, des mémoires sur l'armement et les effectifs des régions frontalières et un plan de mobilisation.

Marcel Oustry avoua que durant son service militaire, il avait « tapé » en double toutes les pièces secrètes qui lui avaient été confiées et avait photographié tous les plans.

Les deux jeunes gens, aussitôt arrêtés, ont été écroués à la prison Saint-Jean à Marseille.

Les renseignements recueillis sur les relations des deux inculpés orientent les recherches sur les agissements d'une jeune femme qui fréquentait les dancings de la Côte d'Azur et se faisait appeler Tatiana Vassiliev. Elle se nomme, en réalité, Yvonne Talbot et son mari est actuellement sous les drapeaux. Elle est l'amie d'un étudiant français, Amiran, qui habita successivement Montpellier, Toulouse et Paris. Tatiana recrutait pour lui des agents de renseignements et essayait d'obtenir des documents des milieux militaires. Elle fut arrêtée sur la Côte d'Azur et »

« avait revêtu une élégante toilette printanière. »

EN CHINE

Une mission allemande est bombardée par des avions japonais

Hankou, 20 mars. — La mission allemande établie à Langzi, vient de déplorer à l'ambassade d'Allemagne à Hankou qu'elle a été bombardée le 19 au matin, par des avions japonais. Les bombes ont détruit l'église et les bâtiments environnants. On compte quatre morts (des Chinois) et trois blessés dans l'enceinte de la mission.

L'aviateur Clouston a atterri en Nouvelle-Zélande

Bienheim (Nouvelle-Zélande), 20 mars. — En atterrissant à Bienheim dimanche matin à 4 h. 5 (G.M.T.), l'aviateur Clouston a effectué le vol Angleterre-Nouvelle-Zélande en quatre jours et cinquante heures.

Il en repartira aujourd'hui pour l'Angleterre.